

# JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL

paraissant tous les trois mois

FONDÉ EN 1874  
par  
**EDOUARD CLUNET**

CONTINUÉ DE 1923 à 1948  
par  
**ANDRE - PRUDHOMME**

Rédacteur en Chef :

**BERTHOLD GOLDMAN**

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris

Publié avec le concours du  
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Sous le haut patronage de

- M. ANCEL, Conseiller à la Cour de Cassation.
- S. BASTID, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
- H. BLIN, Président de la 1<sup>re</sup> Section civile de la Chambre civile de la Cour de Cassation.
- R. DROUILLAT, Président du Tribunal de grande instance de la Seine.
- P. GUILLOT, Président de la Chambre commerciale et financière de la Cour de Cassation.
- G. HOLLEAUX, Conseiller honoraire à la Cour de Cassation.
- P. LEPAULLE, Avocat à la Cour d'Appel de Paris.
- P. LOUIS-LUCAS, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Dijon.
- M. MARTIN, Conseiller d'Etat.
- J. MAURY, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Toulouse.
- M. PICARD, Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris.
- R. PINTO, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
- P. ROUBIER, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Lyon, Correspondant de l'Institut.

EDITIONS TECHNIQUES S. A.

Distributeur général  
123, rue d'Alésia  
PARIS (XIV<sup>e</sup>)

1964

## SOMMAIRE

1964 (91<sup>e</sup> année). 3<sup>e</sup> livraison. — Juillet, août, septembre

### Doctrine

- Problèmes de la concession exclusive, par Jean SCHAPIRA ..... 495  
 Le Droit international privé hongrois à la lumière des conventions bilatérales d'entraide judiciaire, par Tibor LEH ..... 523

### Variétés

- Conventions de compétence et ordre public international, par Jean-Jacques ABRAHAM ..... 541

### Jurisprudence

- BULLETTIN DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE, par P. AYMOND, A. PONSARD, L. SERAG ..... 551

#### Adoption.

- Adoption d'une personne majeure, par un adoptant ayant un enfant légitime. — Irrégularité selon la loi anglaise (loi nationale de tous les intéressés) comme selon la loi française (éventuellement applicable par l'effet du renvoi) ..... 562

#### Compétence juridictionnelle.

- Loi étrangère applicable au fond. — Incompétence du juge français, pour ce motif. — Non ..... 555

#### Domicile.

- Détermination. — Circonstances souverainement relevées par les juges du fond. — Jugement étranger ayant statué sur la détermination du domicile. — Force probante souverainement appréciée par le juge français ..... 555

#### Donation.

- Donation entre époux à cause de mort. — Loi applicable. — Loi régissant la succession du *de cuius* ..... 576

#### Filiation.

- Filiation légitime. — Loi compétente. — Enfant de nationalité anglaise, présumée issue légitimement de l'union d'époux de nationalité britannique, domiciliés à Londres. — Loi anglaise applicable. — Ordre public français. — Contrariété. — Non ..... 562

#### Légitimation.

- Loi applicable. — Loi nationale de l'enfant. — Renvoi. — Domicile du père. — Non. — Légitimation d'enfant adultérine, selon la loi anglaise. — Effet en France. — Ordre public. — Contrariété. — Non ..... 562

**Nationalité.**

- Nationalité française. — Déclaration réputée enregistrée. — Contestation de sa régularité par le Ministère public. — Compétence du juge saisi ..... 551

- CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE,  
par P. AYMOND et J. B. SIALELLI ..... 580

**Compétence pénale.**

- Peines. — Mesures de police. — Suspension du permis de conduire ..... 580

**Conflits de juridiction.**

- Article 15 du Code civil. — République du Tchad. — Juridictions françaises (non) ..... 594  
Litispendance. — Convention franco-belge, du 8 juillet 1899. Succession. — Compétence ..... 594

**Coopération judiciaire internationale.**

- Transmission des actes. — Signification au Parquet. — Remise à l'étranger de l'acte. — Effets ..... 596

**Divorce.**

- Mesures conservatoires. — Procédure de divorce à l'étranger. — Scellés sur les biens situés en France. — Compétence du Président du Tribunal de leur situation ..... 587

**Filiation.**

- Filiation naturelle. — Recherche de paternité. — Action alimentaire. — Loi de l'enfant. — Règles de preuve. — Ordre public. 588

**Mariage.**

- Eponx italiens. — Nullité. — Ordre public ..... 586  
Mariage célébré à l'étranger. — Preuve. — Loi applicable .... 586

**Nationalité.**

- Naturalisation. — Assertions mensongères ou erronées ..... 581  
Perte. — Comportement comme le national d'un pays étranger. 583

**Obligation alimentaire.**

- Conflits de lois. — Convention du 24 octobre 1956 ..... 590

**Procédure pénale.**

- Constitution de partie civile à l'étranger. — Una via electa (non). — Litispendance (non) ..... 580

**Transports.**

- Transports aériens internationaux. — Convention de Varsovie. — Conférence. — Etat français créancier. — Procédure par état exécutoire ..... 592

## BULLETIN DE JURISPRUDENCE NÉERLANDAISE RELATIVE AU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ.

par R. D. KOLLEWIJN .....	597
<b>Adoption.</b>	
Adoptants néerlandais. — Enfants de nationalité étrangère. — Loi applicable .....	606
<b>Aliments.</b>	
Loi nationale du père. — Paragraphe 1713 B.G.B. ....	612
<b>Biens.</b>	
Action en revendication. — Véhicule assuré en Allemagne. — Vol. — Transfert aux Pays-Bas. — Loi compétente .....	615
<b>Confiscation.</b>	
Biens situés en dehors de l'Etat qui confisque. — Indemnisation.	623
<b>Conflits de juridictions.</b>	
Divorce. — Demande reconventionnelle .....	639
Divorce. — Epoux suisses. — Tribunaux néerlandais incompé- tents. — Séparation de corps. — Tribunaux néerlandais compé- tents .....	637
<b>Divorce.</b>	
Epouse néerlandaise. — Mari apatride. — Juge compétent. — Loi applicable .....	600
Epoux étrangers domiciliés aux Pays-Bas. — Convention de Genève de 1951 sur les réfugiés. — Enfants des époux en instance de divorce. — Organisation de la « tutelle ». — Non application de la Convention de La Haye .....	602
Non acquisition par la femme de la nationalité du mari. — Loi nationale du mari. — Régime matrimonial .....	597
<b>Filiation.</b>	
Enfant adultérin. — Mariage subséquent. — Légitimation. — Loi française. — Conflit de lois dans le temps .....	610
<b>Immunité de juridiction.</b>	
Banque dépendant de l'Etat. — Litige relatif à un contrat de travail. — Non .....	636
<b>Jugements étrangers.</b>	
Action en indemnité intentée en France. — Exécution aux Pays-Bas. — Utilisation du jugement étranger par le juge néerlandais .....	643
Divorce en Afrique du Sud. — Epoux néerlandais. — Recon- naissance .....	640
<b>Nationalisation.</b>	
Mesures de séquestre en Indonésie. — Compétence du juge néerlandais .....	621

Nationalisation soviétique d'une entreprise allemande. — Confiscation. — Perte de la personnalité juridique. — Nom et marques. Loi compétente .....	616
---	-----

**Obligations.**

Action en revendication. — Subrogation. — Assurances. — Loi régissant les droits de l'assureur .....	632
Cession de créance. — Loi compétente .....	629
Subrogation. — Loi applicable .....	630

**Responsabilité civile.**

Droits de l' <i>infans conceptus</i> . — Loi compétente .....	628
Loi du lieu du délit .....	627

**Séparation de corps.**

Épouse néerlandaise naturalisée américaine. — Domicile aux Pays-Bas. — Juge compétent .....	603
--	-----

**Succession.**

Immeubles. — Loi nationale du <i>de cuius</i> .....	634
---	-----

**Testament.**

Changement de nationalité du testateur. — Effets. — Loi appli- cable. Article 992 du Code civil néerlandais .....	635
Forme. — Changement de nationalité du testateur. — Effets. — Loi applicable .....	634

**Transport maritime.**

Loi applicable .....	625
----------------------	-----

**Tutelle.**

Loi compétente pour organiser la tutelle. — Loi applicable. — Législation non unifiée .....	613
--	-----

BULLETIN DE JURISPRUDENCE ARGENTINE, par WEBER GOLDSCHMIDT et Jean LISBONNE .....	646
--	-----

**Conflits de juridictions.**

Litige relatif à l'activité d'une agence à l'étranger de la Banco de la Nación, institution fédérale. — Conflit entre le traité de Montevideo et la Constitution argentine. — Supériorité des règles internes. — Compétence des tribunaux argentins .....	655
--	-----

**Mariage.**

Mariage à l'étranger de deux Argentins domiciliés en Argen- tine. — Inexistence. — Concubinage. — Droit de garde .....	650
Premier mariage en République Argentine. — Second mariage de l'un des conjoints en un pays étranger. — Adultère. — Divorce (séparation de corps) en République Argentine .....	649

**Séparation de corps.**

Époux de nationalité différente. — Compétence du tribunal du domicile .....	650
--	-----

**Succession.**

- Adoption. — Succession aux biens de l'adoptant. — Adoption réalisée à l'étranger. — Loi applicable à la succession ..... 653
- Biens meubles, ayant une situation permanente sans qu'existe l'intention de les déplacer ..... 651

**Traités internationaux.**

- Contrôle de leur constitutionnalité. — Compétence de pouvoir judiciaire. — Loi interne postérieure ..... 646

**CHRONIQUE DE LA JURISPRUDENCE DE LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,**

- par Robert KOVAR ..... 657

**Décision.**

- C.E.C.A. — Notion. — Formes substantielles (article 14 du Traité) ..... 657

**Exception d'illégalité.**

- C.E.C.A. — Mécanisme de péréquation. — Légalité de certaines exemptions ..... 660

**Mécanisme de péréquation.**

- C.E.C.A. — Haute Autorité. — Pouvoir d'information et de contrôle (art. 47 du Traité). — 1° Obligations des entreprises. — Non production de documents comptables. — Sanctions : amendes et astreintes. — Recours de pleine juridiction. — Légalité (art. 36 du Traité). — 2° Réduction du montant des sanctions ..... 667

- Haute Autorité. — Pouvoir d'information et de contrôle (articles 47 et 86, alinéa 4) du calcul des quantités de ferraille soumise à la contribution de péréquation : Induction et extrapolation. — Légalité ..... 660

**Recours.**

- C.E.C.A. — Recevabilité. — Conditions. — 1° Autorité de la chose jugée. — Objet du litige. — Identité avec un litige déjà jugé (non dans l'espèce). — 2° Requête introductive. — Formulation des moyens invoqués. — Cas d'ouvertures. — Obligation de respecter la terminologie du Traité (non) (Statut de la Cour C.E.C.A., art. 22, Règlement de procédure, art. 38, alinéas 1 et 2). — 3° Requête introductive. — Nécessité de se référer explicitement aux dispositions du Traité dont la violation est incriminée (non) ..... 667

**Documents****COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE.**

- Décision du Conseil n° 64/300/C.E.E., du 8 mai 1964, concernant la collaboration entre les Banques centrales des Etats membres de la Communauté économique européenne (*J.O.C.E.* 21 mai 1964) ..... 686

- Décision du Conseil n° 64/301/C.E.E. du 8 mai 1964, relative à la collaboration entre les Etats membres en matière de relations monétaires internationales (*J.O.C.E.* 21 mai 1964) ..... 687

- Directive n° 64/220/C.E.E. du Conseil du 25 février 1964 pour la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des

ressortissants des Etats membres à l'intérieur de la Communauté en matière d'établissement et de prestations de services ( <i>J.O.C.E.</i> 4 avril 1964) .....	688
Directive n° 64/221/C.E.E. du Conseil du 25 février 1964, pour la coordination des mesures spéciales aux étrangers en matière de déplacement et de séjour justifiées par des raisons d'ordre public de sécurité publique et de santé publique ( <i>J.O.C.E.</i> 4 avril 1964) .....	690
Recommandation n° 64/246/C.E.E. du Conseil du 15 avril 1964, adressée aux Etats membres au sujet des dispositions à prendre en vue du rétablissement de l'équilibre économique interne et externe de la Communauté ( <i>J.O.C.E.</i> 22 avril 1964) .....	683
Règlement n° 38/64/C.E.E. du Conseil, du 25 mars 1964, relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté ( <i>J.O.C.E.</i> 17 avril 1964, rectific. 6 mai 1964) .....	693

#### COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER.

Protocole d'accord relatif aux problèmes des Etats membres des Communautés européennes, à l'occasion de la 94 <sup>e</sup> session du Conseil spécial de Ministres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier tenue le 21 avril 1964 à Luxembourg ( <i>J.O.C.E.</i> 30 avril 1964) .....	710
--	-----

#### ETRANGERS (CONDITION DES).

Convention entre la France et le Sénégal sur la circulation des personnes, signée à Dakar le 21 janvier 1964 (publiée en France par décret n° 64-254 du 14 mars 1964 : <i>J.O.</i> 20 mars 1964) ....	674 ✓
Echange de notes entre la France et la Tunisie sur le régime de la circulation des personnes, signé à Tunis le 29 janvier 1964 (publié en France par décret n° 64-214 du 6 janvier 1964 : <i>J.O.</i> 11 mars 1964) .....	676

#### IMPÔTS ET CONTRIBUTIONS.

Echange de lettres entre la France et la Belgique, signé le 31 décembre 1963 (publié en France par décret n° 64-310 du 4 avril 1964 : <i>J.O.</i> 14 avril 1964) .....	678
--	-----

#### Bibliographie et revue des revues.

.....	713
-------	-----

#### Informations.

.....	734
-------	-----

